

# CHAPITRE 2

## PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, RÉSILIENT, ÉCOLOGIQUE ET INCLUSIF



La BID veille à ce que personne ne soit laissé de côté dans la marche de développement de ses pays membres. L'éducation, les infrastructures, la santé, l'environnement et l'égalité des sexes sont autant d'éléments essentiels du développement durable. En 2023, la BID a continué de s'attaquer à ces aspects du développement pour garantir des résultats inclusifs et durables sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable.

## 2.1 : CONTRIBUER À UN DÉVELOPPEMENT HUMAIN INCLUSIF

### 2.1.1 : ÉDUCATION

Les investissements de la Banque islamique de développement (BID) dans le secteur de l'éducation s'inscrivent dans sa volonté politique d'opérer une transition entre la scolarisation et l'apprentissage, dans le prolongement des efforts déployés à l'échelle mondiale pour transformer l'éducation et pallier la crise de l'apprentissage. Les approbations de la BID pour le secteur de l'éducation ont atteint un niveau record de 420,59 millions de dollars en 2023. La banque a levé 71,67 millions de dollars de subventions, dont 65 millions de la part du Partenariat mondial pour l'éducation (PME), et 21,72 millions de cofinancements auprès des partenaires du Groupe de coordination arabe.

La seconde phase de l'opération BID-PME au Tadjikistan a été approuvée pour un montant de 86 millions de dollars. Elle incluait une subvention de 25 millions accordée par le PME qui visait à améliorer l'environnement d'apprentissage et à faciliter le renforcement du système pour une mise en œuvre durable d'un système éducatif inclusif fondé sur les compétences permettant d'améliorer les résultats d'apprentissage des élèves. Un cofinancement de 8 millions supplémentaires a été accordé par le Fonds pour le développement international de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole.

Dans le cadre de l'initiative SmartEd, une opération d'un montant initial de 220,25 millions de dollars a été approuvée en faveur de l'Ouzbékistan pour améliorer la qualité et l'efficacité des services éducatifs. Le projet est dérivé du Pacte de partenariat dont l'objectif est de transformer le système éducatif en introduisant un apprentissage axé sur les compétences afin d'améliorer les résultats d'apprentissage des élèves.

Le premier projet pilote, dans le cadre de l'initiative de développement du capital humain, Investir dans l'avenir des apprenants, menée avec le PAM, a été approuvé pour le Bénin avec un financement mixte de 25,51 millions de dollars composé de subventions d'*Education Above All* et de financement assorti de conditions avantageuses de la BID. L'approche multisectorielle et la portée du projet ciblent la construction et l'exploitation de 40 nouvelles cantines scolaires, l'amélioration de la santé et de la nutrition des élèves, la consolidation des chaînes de valeur alimentaires locales, la réintégration des enfants non scolarisés et la poursuite de leurs études, et le renforcement des capacités



## ENCADRÉ 5 : ACADÉMIE DE FINANCEMENT PARTICIPATIF TADAMON

La plateforme Tadamon, financée par la Banque islamique de développement (BID) et le Fonds de solidarité islamique pour le développement (FSID), et mise en œuvre par le PNUD, est dans sa quatrième année de mise en œuvre. Elle propose des initiatives et des programmes de formation divers pour renforcer les organisations de la société civile au sein de l'Organisation de Coopération islamique (OCI). Parmi ces programmes figure l'Académie de financement participatif Tadamon.

L'Académie de financement participatif Tadamon est un programme de formation interactif qui renforce et développe les compétences et les capacités des organisations de la société civile à préparer et à mener à bien une campagne de financement participatif servant à lever des fonds pour leurs projets. Ce programme a mis en lumière douze Champions du financement participatif dont la réussite a été relatée en ligne. Ces récits présentent des individus et des communautés mobilisés en première ligne pour améliorer la qualité et l'accès à l'éducation et aux soins de santé, offrir des opportunités économiques, favoriser l'égalité et bien plus encore. L'organisation Rumah Asuh en Indonésie est l'un des champions les plus remarquables.

L'organisation Rumah Asuh a été fondée dans les petites îles de la Sonde orientale, la province la plus au sud de l'Indonésie, où plus de 500 îles parsèment l'horizon. Mais cette beauté sereine masque un problème qui touche

Grâce à la puissance du financement participatif, l'organisation a collecté près de 37 044 dollars pour acquérir huit bateaux scolaires sûrs. Ces bateaux permettent aux élèves et aux enseignants de se rendre à l'école en toute sécurité, offrant un avenir plus radieux pour ces communautés insulaires.

les enfants de ces îles : l'accès limité à l'éducation les oblige à entreprendre chaque jour des voyages périlleux. Les familles louent de frêles bateaux de pêche en guise d'embarcations de fortune pour rejoindre des écoles éloignées sur d'autres îles. Ces voyages constituent un réel danger pour les enfants. Les bateaux chavirent souvent, n'offrent pas d'abri contre le soleil et la pluie, et coûtent cher aux familles. Mais l'espoir brille grâce aux efforts d'organisations comme Rumah Asuh, déterminées à combler ce fossé éducatif. Grâce à la puissance du financement participatif, l'organisation a collecté près de 37 044 dollars pour acquérir huit bateaux scolaires sûrs. Ces bateaux permettent aux élèves et aux enseignants de se rendre à l'école en toute sécurité, offrant un avenir plus radieux pour ces communautés insulaires.

des acteurs publics. Les écoles constituent une plateforme rentable pour la fourniture d'un ensemble intégré de services de santé et de nutrition à destination des enfants, qui permet de renforcer l'équité des chances d'accéder à l'éducation tout en améliorant les résultats de l'apprentissage.

La banque continue de s'engager auprès de ses partenaires et de participer à l'architecture de l'aide mondiale dans le secteur de l'éducation. Outre une représentation au Conseil d'administration du PME, la BID siège désormais au Comité de pilotage de l'Initiative de financement durable dans le cadre des efforts du Forum mondial sur l'éducation visant à concrétiser les pistes d'action de la transformation de l'éducation.

## 2.1.2 : SANTÉ

En 2023, la BID a approuvé un montant de 1,4 milliard de dollars pour le financement du secteur de la santé dans six pays. Il s'agit notamment de 120 millions pour la reconstruction d'hôpitaux après le tremblement de terre en Türkiye, 49 millions pour le renforcement du système de santé en Guinée, et 39 millions pour la phase IV du programme d'éradication de la poliomyélite au Pakistan. En outre, en partenariat avec d'autres banques multilatérales de développement, ce financement de la banque comprend une enveloppe de 846 millions sur les 4,2 milliards alloués à la transformation de la santé en Indonésie. Le travail en Indonésie, avec ses composantes de soins primaires, d'hôpitaux et de laboratoires, est un excellent exemple de la manière dont les banques multilatérales de développement se sont unies pour intensifier l'action en faveur du climat et de la santé au niveau national. Sur un portefeuille combiné de 4,2 milliards, la moitié est consacrée à des investissements en faveur du climat et se compose d'investissements de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, de la Banque asiatique de développement et de la Banque islamique de développement.

De même, la BID est un acteur majeur du nouveau Pacte mondial de financement visant à garantir la santé et le bien-être de tous grâce à une couverture sanitaire universelle, à l'accès à des médicaments et à des vaccins sûrs, et à la fin des maladies transmissibles telles que le syndrome immunodéficient acquis (SIDA) et la tuberculose. Les partenaires régionaux, les chefs de gouvernement et les décideurs politiques, ainsi que les dirigeants des banques multilatérales du monde entier ont renouvelé leur engagement par le biais du pacte et lancé une nouvelle approche coordonnée du financement de la santé dans les pays à revenu faible et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Pour concrétiser cet engagement, la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement, la Banque européenne d'investissement, la Banque islamique de développement et la Banque interaméricaine de développement ont lancé une nouvelle Plateforme d'investissement pour l'impact sur la santé avec l'Organisation mondiale de la santé. Grâce à cette plateforme, les partenaires fondateurs seront en mesure de mettre à disposition plus de 1,5 milliard d'euros de financement sous la forme d'une combinaison de prêts assortis de conditions avantageuses et de subventions.

## 2.1.3 : AUTONOMISATION DES FEMMES ET DES JEUNES

Dans le cadre de son travail sur l'autonomisation des femmes et des jeunes, la BID est devenue signataire de la Déclaration commune de soutien à la mise en œuvre du code de financement des femmes entrepreneures (code WE). La banque a également reçu une subvention supplémentaire de 0,5 million de dollars pour piloter un projet connexe en Indonésie : le Code pour les femmes entrepreneures (WE) de Khadijah : Favoriser l'entrepreneuriat des femmes dans la finance islamique. La Banque islamique de développement s'associera à la Banque asiatique de développement pour piloter le Code en Indonésie afin de créer un environnement propice au soutien des MPME dirigées par des femmes dans le cadre du secteur bancaire conventionnel et de la charia. La BID a également reçu 55,6 millions de dollars pour la mise en œuvre de six programmes visant à soutenir les petites et moyennes entreprises détenues ou dirigées par des femmes dans neuf pays.

La banque travaille également en partenariat avec la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC) pour soutenir les femmes entrepreneures au Maroc et en Égypte dans le cadre de l'initiative She Trades, qui s'inscrit dans le programme de l'Initiative du soutien au commerce des États arabes (AFTIAS). Ce partenariat témoigne d'une véritable collaboration et des synergies entre les membres affiliés au Groupe de la BID. La BID et la SIFC ont uni leurs forces en 2018 pour mettre en œuvre des projets She Trade au Maroc et en Égypte, et en 2023, la division a approuvé une subvention de 150 000 dollars provenant de son programme de subvention à l'autonomisation des femmes et des jeunes pour soutenir la phase 2 du programme She Trades en Égypte, en plus des 350 000 dollars accordés par l'intermédiaire de l'AFTIAS.

La banque a également convié ses partenaires à rejoindre la Coalition pour l'élimination de la fistule obstétricale et à améliorer la santé maternelle en luttant contre la fistule obstétricale et en contribuant à son éradication d'ici à l'horizon 2030. Le programme cible l'Afghanistan, la Gambie, le Pakistan, la Sierra Leone et la Somalie, des pays où les taux de mortalité maternelle sont particulièrement élevés et où la prévalence de la fistule est importante. La banque a approuvé la mise en œuvre du programme en Afghanistan, financé conjointement par le Fonds fiduciaire humanitaire pour l'Afghanistan (AHTF), le Centre Roi Salman de Secours et d'Action Humanitaire (KSRelief) et le Programme du Golfe arabe pour le développement (AGFUND).

En partenariat avec Microsoft, la BID soutient les efforts de *Technology for Social Change and Development* (Tech4Dev) en mettant en œuvre un programme de bourses destiné aux femmes techsters, qui offre des services techniques et consultatifs aux femmes dans toute l'Afrique afin d'améliorer leur accès à des opportunités d'emploi décentes dans le domaine de la technologie et de les aider à créer et diriger des entreprises technologiques ou à fort contenu technologique. L'initiative *Women Techsters* prévoit d'autonomiser cinq millions de femmes dans les 54 pays africains d'ici à l'horizon 2030.





## ENCADRÉ 6 : LA SOIF DE CONNAISSANCES D'UNE CRÉATRICE DE MODE LIBYENNE PORTE SES FRUITS

Zahra, 35 ans, mère de deux enfants et originaire de Libye, coud des vêtements depuis son enfance. Au fil des ans, elle a approfondi ses connaissances et ses compétences en matière de confection en participant à divers cours de formation à la couture. Elle a ensuite fait l'acquisition d'une petite machine à coudre pour mettre en pratique ce qu'elle avait appris.

Née à Sebha, à environ 600 km de la capitale Tripoli, Zahra a obtenu un diplôme de l'Institut d'ingénierie en 2014. Tandis qu'elle se concentrait sur ses études et sa vie de famille, la passion de Zahra pour le stylisme a dû être reléguée au second plan. Mais en 2016, après mûre réflexion, Zahra a décidé de retourner à sa première passion.

« J'ai commencé par créer et vendre des vêtements à ma famille et à mes amis », explique Zahra. « Petit à petit, les acheteurs en dehors de mon entourage proche se sont multipliés. J'ai décidé de créer ma petite entreprise parce que le nombre d'acheteurs augmentait rapidement ».

### APPRENDRE DES ÉCHECS

La décision de développer son projet pour créer une start-up officielle s'est accompagnée de quelques difficultés, principalement d'ordre financier. Ses revenus ne lui permettaient pas à la fois d'investir dans le développement de son entreprise et de subvenir aux besoins de sa famille.

Zahra a donc décidé de participer à un concours lancé par SPARK et l'incubateur d'entreprises BINA, dans le cadre du Programme Tadamon financé par la BID et le FSID. Le concours proposait une formation, un accompagnement et un mentorat pour soutenir les petites et moyennes entreprises.

« Mon but ultime était d'acquérir des connaissances », explique Zahra, « car je pense que le savoir a plus de valeur que l'argent. Même si j'avais de l'argent, si je n'ai pas les connaissances, je suis perdante. »

Bien qu'elle ait atteint la finale du concours, l'entreprise de Zahra n'a pas été retenue pour bénéficier d'un soutien financier. Toutefois, Zahra ne s'est pas laissé décourager. Au contraire, elle a commencé à réfléchir à ce qui manquait à son entreprise et s'est lancée dans toutes les formations disponibles qu'elle a pu trouver.

### TENDANCES DU MARCHÉ

En étudiant les tendances du marché, Zahra a pu également étendre son activité à tout le pays. Elle a identifié les besoins de ses clients et les types de vêtements les plus appréciés. Elle a pu constater que chaque région de Libye a son propre style, qu'il s'agisse de vêtements traditionnels ou modernes. Elle a maintenant recruté des commerciaux pour sa start-up dans différentes régions de Libye.

Aujourd'hui, Zahra emploie une équipe de 15 femmes et prévoit de lancer sa propre marque, Libyan Lotus.

La banque a récemment conclu un partenariat avec le PNUD pour concevoir et approuver le Programme d'aide à la numérisation des jeunes pour l'employabilité et l'entrepreneuriat (Y-DEEP) afin d'aider les jeunes entrepreneurs à acquérir des compétences numériques, trouver un emploi, et renforcer d'autres types de capacités essentielles pour réussir sur un marché du travail qui évolue rapidement. Près de 115 candidatures ont été reçues pour le deuxième appel à candidatures du *Youth Green Skills Accelerator Challenge Call*, qui visait à identifier des solutions d'acquisition de compétences pour les situations d'après-crise pour une reconstruction plus efficace et plus écologique. Trois équipes gagnantes ont reçu des prix d'une valeur totale de 100 000 dollars à l'occasion de la COP28 à Dubaï.

### 2.1.4 : ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Tadamon, qui signifie « solidarité » en arabe, est un programme de partenariat parrainé par la BID et le FSID, géré par la BID et mis en œuvre par le Programme des Nations unies pour le développement et d'autres partenaires stratégiques. Son objectif est de donner les moyens aux organisations de la société civile d'améliorer le bien-être socioéconomique des communautés isolées en les aidant à mobiliser des ressources et à tirer parti de leur expertise pour éradiquer la pauvreté.

Les organisations de la société civile ont joué un rôle essentiel dans la promotion de la qualité à l'entrée pour la préparation des projets dans les pays membres de la banque, tels que le programme de développement de la chaîne de valeur du manioc. Cet engagement s'est traduit par des consultations des parties prenantes au niveau régional, le renforcement des capacités et la mise en œuvre d'initiatives en matière d'énergies renouvelables, telles que le biogaz, au niveau des communautés. Le programme Tadamon vise à promouvoir le renforcement des capacités, soutenir des projets aux pratiques innovantes, encourager le transfert de connaissances entre les organisations de la société civile, cofinancer des projets ciblant les populations défavorisées, et assurer la durabilité à long terme en menant des actions au niveau local.

En 2023, l'initiative Tadamon a lancé le Programme Tadamon d'accélération de la riposte en matière de sécurité alimentaire afin de lutter contre l'insécurité alimentaire dans douze pays membres en situation de fragilité et de conflit. Le programme a vocation à améliorer la consommation et l'utilisation de nourriture dans les communautés fragiles et devrait bénéficier à 500 000 personnes vulnérables. Il permettra à 50 000 ménages d'accéder à des moyens de subsistance, 20 000 foyers de bénéficier de semences et d'une aide agricole, et 300 organisations de la société civile et entreprises à visée sociale de renforcer leurs capacités.

Le programme Tadamon est également axé sur le renforcement des capacités des organisations de la société civile par le biais de nombreux ateliers et programmes de formation organisés dans les pays membres de la banque tels que les 21 académies de financement participatif qui se sont achevées avec succès dans 20 pays membres et ont rassemblé 2 471 participants. En outre, des supports d'information tels que des livrets de recensement ont été

**Dans l'ensemble, l'initiative Tadamon a fait des progrès significatifs dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et l'autonomisation des communautés en situation de fragilité et de conflit, grâce à divers programmes, partenariats et actions de renforcement des capacités.**

élaborés pour aider les organisations non gouvernementales, les donateurs, les philanthropes et les gouvernements à découvrir les organisations de la société civile actives dans les pays membres et à les contacter pour combler le fossé du développement et combattre les problèmes de réduction de la pauvreté.

Les concertations stratégiques et les consultations ont joué un rôle déterminant dans l'élaboration de la structure du programme Tadamon : la banque a organisé des consultations sur la sécurité alimentaire et des dialogues de haut niveau pour lutter contre la pauvreté au travers de la solidarité, des alliances et des partenariats. Parmi les événements notables, citons un dialogue de haut niveau lors de l'Assemblée générale des Nations unies et un forum sur la réduction de la pauvreté lors des réunions annuelles 2023 du Groupe de la BID, où l'initiative Tadamon a présenté ses réalisations et décerné des prix aux lauréats du Programme Tadamon d'accélération de la riposte en matière de sécurité alimentaire. L'importance de l'autonomisation des communautés locales et du secteur à but non lucratif a été soulignée par des personnalités de premier plan telles que S.A.R. le Prince Turki AL-FAISAL.

Dans l'ensemble, l'initiative Tadamon a fait des progrès significatifs dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et l'autonomisation des communautés en situation de fragilité et de conflit, grâce à divers programmes, partenariats et actions de renforcement des capacités.

### 2.1.5 : BOURSES D'ÉTUDES

Créé en 1983, le Programme de bourses d'études de la BID vise à renforcer le capital humain dans les pays membres de la banque ainsi qu'au sein des communautés musulmanes dans les pays non membres. Le programme joue un rôle essentiel dans le développement des ressources humaines et la mobilité de la main-d'œuvre en facilitant le renforcement des capacités et en donnant accès à l'innovation, aux connaissances et aux technologies nécessaires pour être compétitif dans une communauté mondiale qui évolue rapidement.

La BID offre quatre programmes distincts pour les bourses d'études : le Programme de bourses d'études pour les communautés musulmanes dans les pays non membres (SPMC) ; le Programme de bourses d'excellence en hautes technologies (MSP) pour les pays membres ; le Programme de bourses d'études de maîtrise ès sciences pour 20 pays membres les moins avancés ; et le Programme de



bourses d'études BID-FSID pour les pays membres les moins avancés. En 2023, la banque a accordé des bourses à 524 étudiants de 57 pays, dont 180 candidats de 27 communautés musulmanes de pays non membres, 64 candidats de 14 pays membres pour des études de doctorat et des recherches postdoctorales, 130 candidats de 18 pays membres les moins avancés pour la bourse de maîtrise ès sciences, et 150 candidats de 21 pays membres les moins avancés pour la bourse BID-FSID.

En décembre 2023, la banque avait accordé des bourses à un total de 19 017 étudiants et chercheurs de 56 pays membres et de 66 communautés musulmanes, avec un ratio hommes/femmes de 70 %-30 %. Le Programme de bourses d'études de la BID est l'un des rares programmes axés sur le développement à fournir aux professionnels en milieu de carrière des pays membres et aux étudiants des communautés musulmanes des pays non membres les connaissances et les compétences, l'exposition internationale et la confiance nécessaires pour servir leur pays. En décembre 2023, le programme de bourses continue de soutenir 1 804 étudiants et chercheurs, dont 1 321 sont originaires de 98 pays et étudient dans 68 pays, et 483 sont en passe d'être admis et de commencer leur programme d'études.

## 2.1.6 : ASSISTANCE SPÉCIALE

Depuis sa création en 1981, le Programme d'aide aux communautés a approuvé 1 869 projets pour un montant total de 908 millions de dollars, dont 1 096 projets de développement et 773 projets d'aide. Ces projets ont été mis



**DEPUIS SA CRÉATION EN 1981, LE PROGRAMME D'AIDE AUX COMMUNAUTÉS A APPROUVÉ 1 869 PROJETS POUR UN MONTANT TOTAL DE 908 MILLIONS DE DOLLARS, DONT 1 096 PROJETS DE DÉVELOPPEMENT ET 773 PROJETS D'AIDE.**

en œuvre dans 84 pays de huit sous-régions géographiques de pays non membres. En 2023, le programme a approuvé 12 projets d'un montant total de 2,638 millions de dollars, soutenant l'éducation, l'enseignement et la formation techniques et professionnels, et le renforcement des capacités. Ces projets sont les suivants :

- Extension de l'école Averroès de Lille pour un montant de 0,23 million de dollars
- Agrandissement du centre d'enseignement et de formation techniques et professionnels de Kwigira avec la construction d'un complexe de formation aux TIC dans la ville de Rwamagana (Rwanda) pour un montant de 0,265 million de dollars
- Développement du centre de formation professionnelle intégrée de Maalimin dans le comté de Garissa (Kenya) pour un montant de 0,26 million de dollars
- Construction d'un foyer pour étudiantes et développement d'un système de gestion intégrée de l'enseignement supérieur au Lakeside University College (Ghana) pour un montant de 0,26 million de dollars
- Amélioration de l'accès à une éducation de qualité grâce à l'expansion de l'école communautaire Omer Bin Khatab de Jijjiga (Éthiopie) pour un montant de 0,235 million de dollars
- Amélioration de la qualité de l'enseignement dans les écoles islamiques aux États-Unis par l'intermédiaire du *Council of Islamic Schools in North America* (États-Unis) pour un montant de 0,207 million de dollars
- Achèvement de la rénovation de la madrasa Gazi Husrevbey (bâtiment pour les étudiantes) à Sarajevo (Bosnie) pour un montant de 0,265 million de dollars
- Projet régional de renforcement des capacités pour les organisations non gouvernementales s'occupant des communautés musulmanes au Rwanda pour un montant de 0,265 million de dollars
- Projet *reverse linkage* entre Fidji (bénéficiaire) et la Malaisie (pourvoyeur) pour un montant de 0,140 million de dollars
- Agrandissement de l'établissement scolaire secondaire Maulana Azad dans le village de Dhad, district de Buldhana dans l'État du Maharashtra (Inde) pour un montant de 0,265 million de dollars
- Amélioration de l'accès à l'enseignement secondaire pour les filles au Bengale occidental (Inde) pour un montant de 0,260 million de dollars

Au cours de la même année, 38 projets ont été menés à bien en Afrique (19), en Europe (2), en Asie (12) et en Amérique (5).

Le programme a également établi un partenariat avec la famille Al Rajhi afin de contribuer, à hauteur de 1,15 million de dollars, à la construction de deux villages au Kenya et au Rwanda. Ce partenariat est l'un des résultats d'une initiative visant à établir des relations avec les donateurs en vue de renforcer la contribution de la banque au développement inclusif et durable des communautés musulmanes minoritaires dans les pays non membres.



**ENCADRÉ 7 : TRANSFORMER DES VIES : LE SUCCÈS DES OPÉRATIONS D'ASSISTANCE SPÉCIALE DU GROUPE DE LA BID AU RWANDA**

Une transformation s'opère au cœur du Rwanda, où le Programme d'assistance spéciale de la banque s'est efforcé d'améliorer le bien-être des communautés musulmanes du Rwanda, qui ont toujours subi la discrimination et la marginalisation. L'objectif principal du programme est d'améliorer l'accès à un enseignement primaire, secondaire et professionnel de qualité pour les enfants musulmans en âge d'être scolarisés et les jeunes chômeurs. Le programme a considérablement amélioré le bien-être et les conditions de vie des communautés musulmanes au Rwanda en construisant et en rénovant des écoles et des collèges professionnels, en fournissant du matériel pédagogique essentiel, et en créant des centres de santé.

Le programme a eu un impact résolument transformateur. Près de 5 000 élèves fréquentent aujourd'hui des écoles soutenues par la banque, les filles représentant près de la moitié de la population étudiante. Les taux de réussite aux examens nationaux se situent entre 90 et 95 %, et les taux d'acceptation dans les universités publiques varient entre 60 et 95 %. Les centres de santé ont amélioré l'accès aux services de santé primaire pour la communauté musulmane, en particulier pour les femmes, et leur ont fourni un cadre approprié sur le plan culturel. Depuis la construction des centres de santé, plus de 100 000

PRÈS DE  
**5 000 ÉLÈVES**  
AUJOURD'HUI DES ÉCOLES SOUTENUES PAR LA BANQUE,  
**LES FILLES REPRÉSENTANT PRÈS DE LA MOITIÉ**  
DE LA POPULATION ÉTUDIANTE.

personnes, dont 80 % de femmes ont reçu des soins ambulatoires dans les centres de santé soutenus par la banque.

Les centres techniques et professionnels ont proposé une formation en informatique personnalisée à 1 500 jeunes chômeurs, en plus de la formation de 2 500 étudiants et 260 enseignants. Parmi les jeunes chômeurs, près de 1 000 ont trouvé un emploi stable avec un revenu mensuel moyen de 800 dollars, tandis que 300 stagiaires ont créé leur propre entreprise. En outre, des projets d'énergie solaire et d'approvisionnement en eau ont amélioré les conditions de vie dans les zones rurales, fournissant de l'électricité à près de 200 ménages et de l'eau potable à 2 000 foyers.

Le programme d'assistance spéciale a eu un impact positif durable sur la vie de la communauté musulmane du Rwanda, en donnant accès à une éducation de qualité et en améliorant de manière significative les perspectives de milliers d'élèves.

## ENCADRÉ 8 : AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT DANS LES ÉCOLES ISLAMiques AUX ÉTATS-UNIS PAR L'INTERMÉDIAIRE DU COUNCIL OF ISLAMIC SCHOOLS IN NORTH AMERICA (CISNA)

L'objectif premier de ce projet innovant est double. Il s'agit tout d'abord d'améliorer la qualité de l'enseignement dans les écoles islamiques en facilitant le processus d'accréditation et en fournissant une formation complète sur la gouvernance des écoles. Cette approche garantit une meilleure expérience éducative, des structures de gouvernance renforcées et l'obtention d'accréditations pour les écoles islamiques. Deuxièmement, ce projet a vocation à renforcer la coopération et partager les bonnes pratiques entre les écoles islamiques des pays non membres par l'intermédiaire du CISNA, contribuant ainsi à l'amélioration globale de leurs programmes éducatifs et projetant une image plus positive de l'Islam dans le monde.

Le projet prévoit des résultats significatifs. D'ici à la fin de 2024, il vise à augmenter de 25 % le nombre d'établissements scolaires accrédités par le CISNA. Actuellement, 38 écoles islamiques sont accréditées. Cela sera facilité par l'élaboration et la mise en œuvre de modules de formation pour les membres de l'équipe d'accréditation, l'objectif étant que 12 membres de l'équipe terminent la formation.

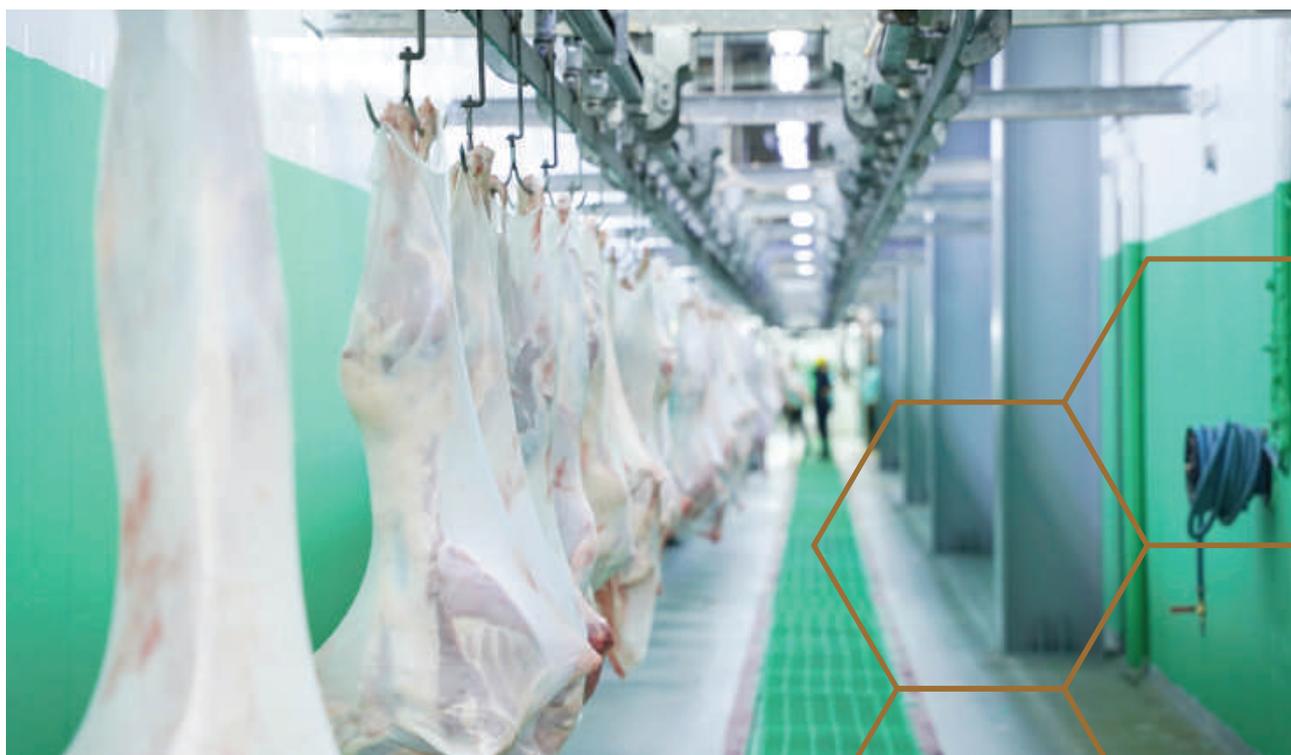
En outre, des modules de formation seront élaborés pour les écoles, avec pour objectif qu'au moins 15 écoles suivent la formation d'ici à la fin de 2024. D'ici à la fin de 2025, quatre cours de formation sur les bonnes pratiques en matière de gouvernance scolaire auront été dispensés à quelques 250 à 300 bénéficiaires aux États-Unis, notamment des membres de conseils et des responsables d'établissements scolaires. Toutefois, l'impact du projet ne se limite pas aux États-Unis. D'ici à la fin de 2025, il vise à partager les connaissances et l'expertise en matière de gouvernance et de gestion d'établissements scolaires avec 40 écoles islamiques en Afrique du Sud, 7 écoles au Japon, 30 écoles au Canada et 10 écoles en Thaïlande.

Ce projet est plus qu'une simple initiative. Il témoigne de l'engagement de la banque à améliorer les normes éducatives mondiales des écoles islamiques et à favoriser une perception positive de l'Islam à travers le monde. Il s'agit d'un pas de plus vers notre mission continue qui consiste à promouvoir le développement et à autonomiser les communautés par l'éducation.

LE PROJET PRÉVOIT DES RÉSULTATS SIGNIFICATIFS. D'ICI À LA FIN DE 2024, IL VISE À AUGMENTER DE

**25 %**  
LE NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES ACCRÉDITÉS PAR LE CISNA.





### 2.1.7 : PROJET ADAHI

Le Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite a confié à la banque la mise en œuvre du Projet saoudien d'utilisation des viandes sacrificielles.

Ce projet vise à faciliter l'achat et l'accomplissement de rituels sacrificiels (hady, sadaqa, udhiya et fidyaa) pour les pèlerins et les musulmans en général, et à distribuer la viande aux bénéficiaires éligibles dans l'ensemble du monde musulman. Fonctionnant sans interruption depuis sa création il y a 40 ans, le projet a permis de servir plus de 50 % des pèlerins pendant la saison du Hajj 1444. Au total, 802 925 moutons ont été abattus au cours de cette saison et toute la viande produite a été distribuée aux groupes cibles du Royaume d'Arabie saoudite et d'ailleurs. Le partenariat entre le projet et plus de 300 associations caritatives accréditées par le ministère des Ressources humaines et du Développement social a facilité la distribution au sein du royaume. À l'extérieur, le projet a également distribué de la viande dans plus de 27 pays, en coordination avec les ambassades saoudiennes.

Parallèlement, le projet gère également le programme pour les rituels de la sadaqa et de l'aqiqa tout au long de l'année, en procédant à des abattages hebdomadaires en réponse aux demandes reçues par le biais du site Internet et des points de vente autorisés. Durant la saison 1444, 50 000 moutons ont été abattus et la viande a été distribuée aux groupes cibles tout au long de l'année.

Ce projet vise à faciliter l'achat et l'accomplissement de rituels sacrificiels (hady, sadaqa, udhiya et fidyaa) pour les pèlerins et les musulmans en général, et à distribuer la viande aux bénéficiaires éligibles dans l'ensemble du monde musulman.

### GÉLATINE ET GÉLULES

La *Saudi Gelatin and Capsules Company* a été créée pour utiliser les peaux et les abats, qui causaient de graves dommages à l'environnement et aux pèlerins sur les lieux saints, et pour localiser une industrie vitale. La société produit de la gélatine alimentaire et des gélules en gélatine. La vente effective de gélatine a commencé au deuxième trimestre 2021.

Toutes les lignes de production ont été testées et des échantillons de gélules produits et envoyés à de nombreuses entreprises à l'intérieur et à l'extérieur du royaume. L'échantillonnage a livré d'excellents résultats pour la plupart des entreprises tant pour les analyses en laboratoire et microbiologiques que pour les tests sur les machines de remplissage. Des ventes commerciales ont été réalisées auprès de grandes usines pharmaceutiques à l'intérieur et à l'extérieur du royaume, notamment en Égypte, en Irak, en Jordanie et au Yémen.

## 2.2 : FAVORISER UNE CROISSANCE VERTE, DURABLE ET RÉSILIENTE

### 2.2.1 : FRAGILITÉ ET RÉSILIENCE

En 2023, la banque a fourni un effort global en vue d'aider les pays membres confrontés aux conséquences des catastrophes naturelles et des conflits. Un engagement considérable de 7 millions de dollars a été approuvé pour répondre aux besoins urgents de pays comme la Türkiye, la Syrie, le Maroc, l'Afghanistan, le Soudan et la Libye, en proie à des séismes, des inondations, des conflits et des situations de fragilité. Cette aide financière visait à faciliter les interventions d'urgence et les initiatives de redressement, et a bénéficié à plus de 2,6 millions de personnes touchées.

La banque a également approuvé le Programme Tadamon d'accélération de la réponse à la sécurité alimentaire, qui fournit des ressources de subvention afin de répondre aux enjeux de sécurité alimentaire à court et long termes dans 10 pays membres traversant des situations de fragilité extrême et des crises prolongées. Ce programme vise à réduire l'insécurité alimentaire pour plus de 500 000 personnes vulnérables, pour un coût total estimé à 50 millions de dollars. Des partenaires majeurs comme le Comité international de la Croix-Rouge, l'Institut International d'Agriculture Tropicale et Spark ont participé au programme.

La banque a, par ailleurs, mobilisé plus de 54 millions de dollars pour venir en aide aux populations vulnérables touchées par des catastrophes naturelles. Elle a également intégré les notions de sensibilité aux conflits et de fragilité dans ses opérations à travers les pays membres, et dans huit pays en particulier. Cette démarche a pour but de favoriser la résilience et la croissance durable dans les régions marquées par un contexte sociopolitique fragile et une précarité environnementale.

La banque a en outre manifesté son engagement en faveur des communautés marginalisées via l'approbation de projets de subvention pour un montant de plus de 1,2 million de dollars dans le cadre du Programme Tadamon, dont l'objectif est de réduire la pauvreté dans des pays tels que le Liban, le Maroc, l'Indonésie, le Kazakhstan et la Tunisie. Elle a également affecté 50 % de la subvention Tadamon 2023 à des projets portant sur la chaîne de valeur du manioc en Côte d'Ivoire et au Bénin.

Aux fins de sensibilisation et d'approfondissement des connaissances, la banque a organisé des ateliers de renforcement des capacités nationales, et notamment de la capacité institutionnelle des organisations de la société civile et des organisations non gouvernementales dans plus de huit pays membres. Elle a également procédé à un recensement, une sélection et un classement des organisations de la société civile nationales dans 10 pays membres, et compilé les résultats dans des livrets d'information.

De plus, la banque a participé activement à la COP28, en promettant un financement de 1 milliard de dollars consacré à l'adaptation aux changements climatiques des pays membres fragiles, ce qui marque une étape importante de son engagement en ce sens.

---

DE PLUS, LA BANQUE A PARTICIPÉ ACTIVEMENT À LA COP28, EN PROMETTANT UN FINANCEMENT DE

**1 MILLIARD DE DOLLARS**

CONSACRÉ À L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DES PAYS MEMBRES FRAGILES, CE QUI MARQUE UNE ÉTAPE IMPORTANTE DE SON ENGAGEMENT EN CE SENS.

---

Dans l'ensemble, les initiatives menées par la banque en 2023 visaient à fournir une assistance globale aux pays membres en proie à diverses difficultés, telles que les catastrophes naturelles, les conflits et les situations de fragilité ; l'engagement dont elle a fait preuve l'a positionnée comme un partenaire fiable dans les périodes difficiles, et ses contributions se sont avérées utiles pour relever des défis mondiaux complexes.

### 2.2.2 : FINANCEMENT DURABLE

Le Cadre de financement durable de la banque lui permet d'émettre des soukous verts et durables, mobilisant ainsi des ressources issues des marchés boursiers mondiaux pour financer ou refinancer des projets écologiques, sociaux et axés sur le développement durable et la résilience. Le Cadre de financement durable a été élaboré conformément aux normes universellement admises définies par *International Capital Market Association* (ICMA). Sous l'égide du Cadre de financement durable, la banque est l'une des premières à avoir émis des soukous à la fois verts et durables en vue de mobiliser plus de 5 milliards de dollars pour des projets respectueux de l'environnement et de développement social dans ses pays membres. Le Cadre de financement durable sera actualisé en 2024.

Par ailleurs, la banque a conclu un accord de collaboration sectorielle avec ICMA et *London Stock Exchange Group* en vue d'élaborer un guide pratique sur l'émission de soukous dans le respect des Principes applicables aux obligations vertes et des directives applicables aux obligations durables publiés par ICMA. Ce guide favorisera la croissance de la finance verte et durable sur les marchés mondiaux des soukous en expliquant aux émetteurs et aux autres acteurs du marché comment les soukous peuvent être certifiés « verts » ou « durables » conformément aux principes d'ICMA, à l'aide d'exemples, d'études de cas et de bonnes pratiques. De plus, le guide familiarisera davantage les investisseurs avec les soukous en tant que catégorie d'actifs sur les marchés mondiaux des titres à revenu fixe. Le guide devrait être présenté à l'occasion des réunions annuelles 2024 du Groupe de la BID.

### 2.2.3 : FINANCEMENT CLIMATIQUE

En 2023, la BID a développé un système de comptabilisation des émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un guide à l'attention du personnel en vue d'identifier, mesurer et rendre compte des émissions de gaz à effet de serre liées aux opérations et au fonctionnement de l'organisation, conformément aux objectifs de l'Accord de Paris et aux objectifs de développement durable. Ce système contribue également à la gestion des risques en évitant la dépendance au carbone et les actifs délaissés.

LE PROJET A DÉPASSÉ LES ATTENTES,  
PUISQU'IL A PERMIS LA CONSTRUCTION DE

**14 779** LOGEMENTS

DANS LES SIX RÉGIONS, UN NOMBRE  
BIEN SUPÉRIEUR À L'OBJECTIF INITIAL  
DE 6 404 LOGEMENTS.



### **ENCADRÉ 9 : RÉVOLUTION DES CONDITIONS DE VIE RURALES : L'IMPACT TRANSFORMATIONNEL DU PROJET DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS RURAUX MODERNES EN OUBÉKISTAN**

Jusqu'à récemment, dans les zones rurales d'Ouzbékistan, près de 63 % de la population vivait dans des maisons anciennes, dépourvues d'installations essentielles et de services de communication, et qui hébergeaient de nombreux membres de la même famille. Le manque d'opportunités génératrices de revenus dans les zones rurales poussait également bon nombre de jeunes familles à migrer vers les zones urbaines.

Pour remédier à ce problème, le Gouvernement de l'Ouzbékistan a lancé, en 2009, un programme de développement rural intégré, qui a duré jusqu'en 2016, suivi du programme de construction de logements abordables modernisés, en vigueur de 2017 à 2021.

La banque a approuvé un projet de construction de logements ruraux modernes en 2017, à l'appui du programme de construction de logements abordables modernisés dans les zones rurales ouzbèkes. Le projet avait pour but de mettre à disposition des familles vivant dans ces zones des logements neufs, modernes et abordables, d'améliorer les réseaux d'infrastructure et les installations, ainsi que de renforcer les services en créant des infrastructures sociales et commerciales dans six régions d'Ouzbékistan : Andijan, Boukhara, Djizak, Namangan, Navoi et Syr Daria.

Le projet a dépassé les attentes, puisqu'il a permis la construction de 14 779 logements dans les six régions, un nombre bien supérieur à l'objectif initial de 6 404 logements. Il a, par ailleurs, contribué à créer un système d'approvisionnement en eau de 255,19 km, 149,48 km de routes intérieures et d'accès, 166,33 km de réseaux de distribution de gaz, 162,08 km de lignes électriques et 58 infrastructures sociales et commerciales. De plus, 62 unités de stations d'épuration locales et 57,88 km de systèmes d'évacuation ont été construits dans le cadre de ce projet, qui a permis à 73 895 personnes d'accéder à un logement de meilleure qualité et plus abordable, soit bien au-delà de l'objectif initial de 25 000 résidents.

Le projet a ainsi donné la possibilité aux bénéficiaires d'habiter dans des complexes résidentiels ruraux dotés des mêmes installations que les complexes urbains, d'améliorer leurs conditions de vie, et d'emprunter de nouvelles routes qui les relient aux services essentiels et aux villages voisins. Il a instauré une nouvelle norme en termes d'espaces de vie pour les populations rurales de tout le pays. Le projet a également eu des retombées positives, puisqu'il a dynamisé le secteur du bâtiment à l'échelle locale, créé des emplois, étendu la superficie des terres, construit des écoles, des crèches, des cliniques et des commissariats, et encouragé le recours aux hypothèques vertes et aux technologies à faible consommation d'énergie.



À l'appui des principes de transition juste, la banque a élaboré un Cadre conceptuel et un Plan d'action 2023-2025, qui visent à favoriser une transition équitable vers des trajectoires de développement à faibles émissions et résilientes face aux changements climatiques pour ses 57 pays membres, ainsi qu'à consolider ses procédures internes en la matière.

La banque priorise l'intégration de composantes de lutte contre les changements climatiques et de croissance verte dans les stratégies de partenariat avec les pays membres, ainsi que l'évaluation des risques climatiques physiques pour tous les projets et investissements approuvés. Par ailleurs, la banque joue un rôle majeur dans la coordination des initiatives menées par les banques multilatérales de développement et participe activement à des événements mondiaux et régionaux sur le climat, tels que la Semaine du climat de l'Afrique à Nairobi et la Semaine du climat de la région MENA à Riyad. La banque a, en outre, été particulièrement active lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP28) à Dubaï, en occupant un pavillon, en organisant plusieurs événements en marge et en apportant son soutien aux événements phares de la présidence émiratie.

En matière de financement climatique, la banque se rapproche de son objectif de 35 % des engagements financiers totaux d'ici 2025, avec d'ores et déjà une part de 35 %. La mobilisation de ressources de financement climatique passe notamment par des partenariats avec des organisations comme le Fonds vert pour le climat, l'Institut mondial de la croissance verte et l'Initiative internationale de financement climatique dans le cadre de la finance islamique, en collaborant avec l'Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Conseil général pour les banques et institutions financières islamiques afin d'élaborer un guide complet sur les changements climatiques à l'intention des banques islamiques de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord.

La finalisation du recrutement de l'équipe dédiée et l'opérationnalisation complète des mesures de protection environnementale et sociale de la banque, alliées à la préparation des documents d'orientation y afférents, permettront l'intégration complète des mesures à chaque étape du cycle de vie des projets de la banque, de la programmation au suivi après achèvement.

Dans l'ensemble, les mesures prises par la banque en matière de lutte contre les changements climatiques en 2023 témoignent d'une approche globale comprenant la comptabilisation des émissions de gaz à effet de serre, une transition juste, l'intégration des mesures de protection environnementale et sociale et de la lutte contre les changements climatiques, et la mobilisation de ressources de financement climatique, qui positionne la banque comme un chef de file proactif de la lutte contre les changements climatiques et de la promotion du développement durable.

## 2.2.4 : DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES

### AGRICULTURE

En dépit des efforts considérables déployés au cours de la dernière décennie, le nombre de personnes touchées par l'insécurité alimentaire ne cesse d'augmenter, en particulier en Afrique. Les sécheresses récurrentes et les autres phénomènes climatiques extrêmes affaiblissent la production agricole, d'où un nombre croissant de personnes exposées à l'insécurité alimentaire. En 2023, la banque a approuvé des projets d'une valeur de 365,72 millions de dollars dans le domaine de l'agriculture, des ressources hydriques et du développement rural. Elle a approuvé plusieurs projets spécifiques et allocations de financement visant à accroître la sécurité alimentaire dans divers pays membres, à savoir :

LE PROGRAMME RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA CHAÎNE DE VALEUR DU MANIOC POUR L'AFRIQUE, AVEC UN MONTANT DE

**215 MILLIONS DE DOLLARS**  
ALLOUÉ À LA PHASE 1 AU BÉNIN, AU BURKINA-FASO, EN CÔTE D'IVOIRE ET AU NIGER.



L'AUGMENTATION DE LA CONTRIBUTION DES MOYENNES ET PETITES ENTREPRISES AU PROJET DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN ÉGYPTE, FINANCÉE À HAUTEUR DE

**15 MILLIONS DE DOLLARS.**

LE PROJET DE TRANSFORMATION DU SECTEUR AGRICOLE (AGROPOLE CENTRE) AU SÉNÉGAL, FINANCÉ À HAUTEUR DE

**60.58 MILLIONS DE DOLLARS.**



LA PHASE 2 DU PROJET DE DÉVELOPPEMENT PÉRIURBAIN DE LA FILIÈRE LAITIÈRE À OUAGADOUGOU, AU BURKINA-FASO, FINANCÉE À HAUTEUR DE

**24.24 MILLIONS DE DOLLARS.**

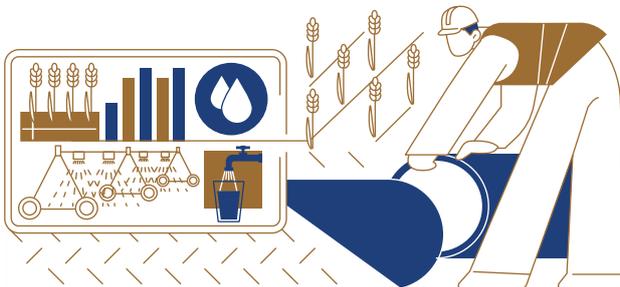


Distribution de motoculteurs en Gambie dans le cadre du projet régional de chaîne de valeur du riz, financé par la BID.



**LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT D'INFRASTRUCTURES AGRICOLES ET ROUTIÈRES DANS LA BASSE VALLÉE ET LA HAUTE VALLÉE DE L'OUÉMÉ, AU BÉNIN, FINANCÉ À HAUTEUR DE 108 MILLIONS DE DOLLARS.**

**LE PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE FACE À L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE VIA UN SYSTÈME D'IRRIGATION COMMUNAUTAIRE DANS LES VILLES DE KAARTA ET SÉFÉTO (RÉGION DE KITA, AU MALI), FINANCÉ À HAUTEUR DE 19.9 MILLIONS DE DOLLARS.**



**LE PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL DANS LES RÉGIONS DE LA HAUTE-GUINÉE ET DE LA MOYENNE-GUINÉE, FINANCÉ À HAUTEUR DE 40 MILLIONS DE DOLLARS.**

**L'APPUI À LA RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE, AU REDRESSEMENT ET À L'AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITÉ DES ENTREPRISES TOUCHÉES PAR LE SÉISME DANS LES SECTEURS AGRICOLE ET AGROALIMENTAIRE EN TÜRKIYE, FINANCÉ À HAUTEUR DE 100 MILLIONS DE DOLLARS.**



La banque collabore avec des organisations extérieures telles que le Centre international pour l'agriculture biosaline (ICBA), l'Organisation Islamique pour la Sécurité Alimentaire (OISA) et le Programme des Nations Unies pour le développement en matière de sécurité alimentaire et de développement agricole en Afrique. La banque a notamment collaboré avec ICBA pour renforcer les capacités de gestion des terres, de l'eau et des cultures en vue d'assurer la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne. En collaboration avec l'OISA et le PNUD, la banque a également lancé le Programme de renforcement des capacités dans la filière du manioc pour en réinventer la production et la transformation.

Par ailleurs, la banque s'est engagée dans une nouvelle initiative aux côtés de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, qui a pour objectif de recenser le potentiel et les besoins nationaux en matière d'irrigation afin d'orienter la planification et le développement de projets y afférents dans les pays membres. De cette collaboration est né un cadre multicritère d'évaluation et de rapprochement du potentiel et des besoins en matière d'irrigation, qui contribue à une sécurité alimentaire durable. Ces diverses collaborations illustrent la volonté de la banque d'exploiter les partenariats avec des organisations extérieures en matière de sécurité alimentaire et de développement agricole en Afrique.

Ces diverses collaborations illustrent la volonté de la banque d'exploiter les partenariats avec des organisations extérieures en matière de sécurité alimentaire et de développement agricole en Afrique.



## ÉNERGIE

La banque poursuit sa contribution au développement énergétique, qu'elle considère comme un secteur de développement majeur. En 2023, les interventions de la banque se sont articulées autour des quatre grands piliers de sa politique relative au secteur de l'énergie, à savoir (i) accroître le taux d'accès à l'énergie dans les pays membres, (ii) augmenter la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique des pays membres, (iii) contribuer à des programmes d'efficacité énergétique, et (iv) favoriser le partage de connaissances entre les pays membres.

La banque a entrepris plusieurs activités communes avec des partenaires comme l'Agence internationale pour les énergies renouvelables, USAID et la CESAO, dont des activités de renforcement des capacités dans les pays membres. Elle a initié le Programme de coopération en matière d'énergies renouvelables pour l'Afrique, qui vise à élargir l'accès à l'énergie sur le continent, ainsi qu'à promouvoir les énergies renouvelables, et attirer des investissements étrangers.

La banque coopère également avec la CESAO dans le cadre de l'élaboration d'un programme de renforcement des capacités pour l'Initiative régionale de promotion des applications d'énergie renouvelable à petite échelle dans les zones rurales en Mauritanie. En 2023, la banque a approuvé un montant de 387,9 millions de dollars en faveur du développement énergétique, dont 200 millions de dollars pour la création d'un sous-système de 400 kV à Al Jasra, dans le royaume de Bahreïn. Ce projet est conforme aux stratégies sectorielles du pays, aux priorités sectorielles de la banque et aux objectifs de développement durable.

**En 2023, les interventions de la banque se sont articulées autour des quatre grands piliers de sa politique relative au secteur de l'énergie, à savoir (i) accroître le taux d'accès à l'énergie dans les pays membres, (ii) augmenter la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique des pays membres, (iii) contribuer à des programmes d'efficacité énergétique, et (iv) favoriser le partage de connaissances entre les pays membres.**

---

**DEPUIS LA DATE DE SA CRÉATION JUSQU'EN 2023, LA BANQUE A MENÉ UN TOTAL DE 90 OPÉRATIONS DANS LE SECTEUR DES TIC, POUR UN MONTANT DE PLUS DE**

**936 MILLIONS DE DOLLARS.**

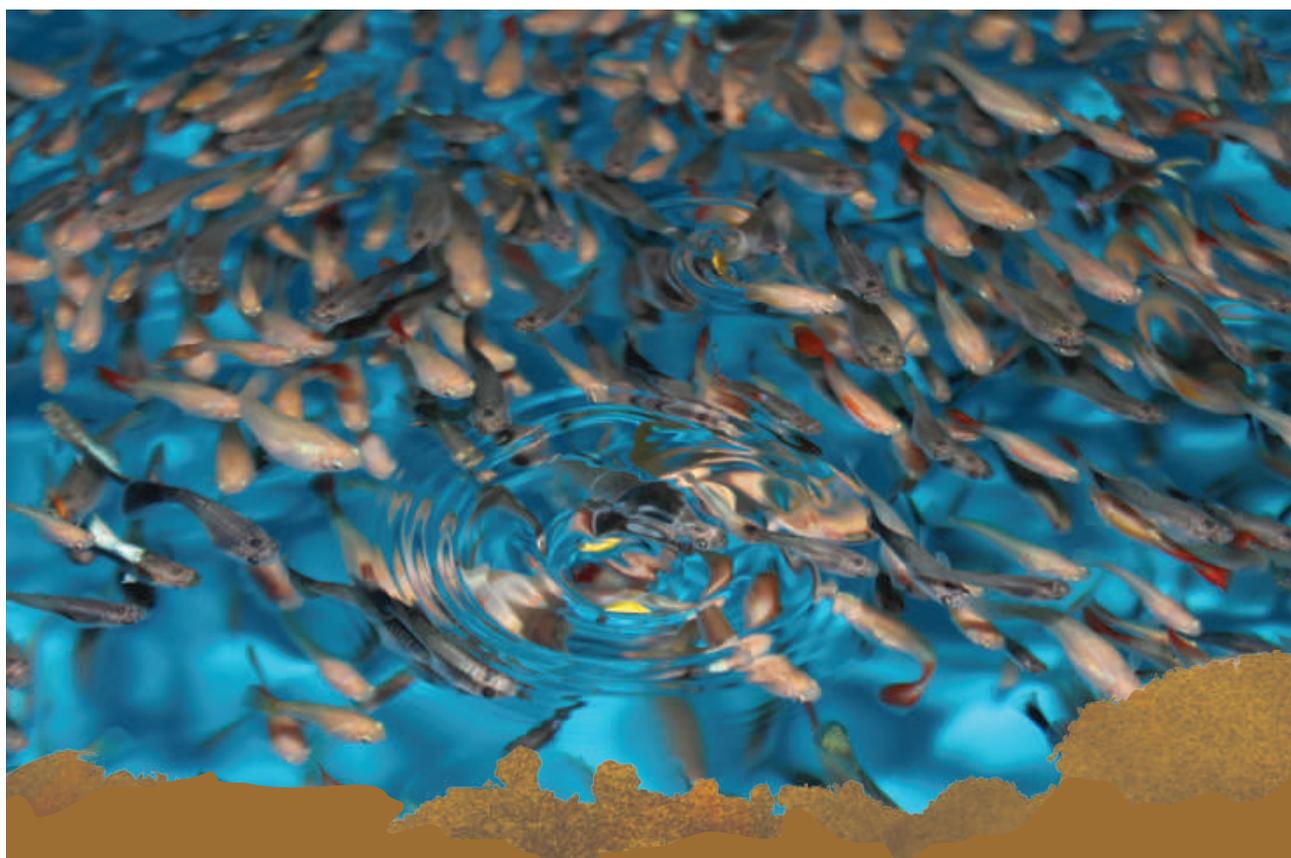
---

## SCIENCES, TECHNOLOGIES ET INNOVATION

Depuis la date de sa création jusqu'en 2023, la banque a mené un total de 90 opérations dans le secteur des TIC, pour un montant de plus de 936 millions de dollars. En excluant les projets de financement à caractère commercial, ces opérations comprenaient 47 projets nationaux et 36 petits projets régionaux, pour un montant d'environ 721 millions de dollars. Sur ces 83 projets, 26 concernaient des infrastructures de télécommunication et représentaient 97 % du total des engagements. Seuls 21 projets nationaux ont été consacrés aux TIC hors infrastructures, soit un total de 13,98 millions de dollars.

En 2023, la banque s'est donnée pour mission de réduire la fracture numérique dans ses 57 pays membres. Pour ce faire, elle a créé le Groupe de travail technique en charge de l'inclusion numérique, qui participe à l'élaboration de la Stratégie opérationnelle d'inclusion numérique de la banque en concertation et collaboration avec les parties prenantes. La stratégie proposée vise à opérationnaliser la politique intitulée « Les TIC en faveur d'un développement inclusif », approuvée par la banque en 2019. Cette politique définit l'orientation générale des futures initiatives de la banque dans ses pays membres dans le secteur des TIC et d'autres secteurs intégrant des composantes d'adoption et d'utilisation stratégique des TIC.

La banque a introduit le Programme de partenariat stratégique pour l'inclusion numérique à l'occasion du Sommet de la transformation numérique 2023 à Jakarta, coorganisé par le ministère de la Communication et de l'Informatique de l'Indonésie, divers organismes publics et le secteur privé indonésien. L'objectif était de soutenir et d'accélérer la mise en œuvre de la Stratégie opérationnelle d'inclusion numérique dans certains pays, notamment via des programmes pilotes avec des organisations internationales, l'acquisition et le perfectionnement de compétences numériques, ainsi qu'un appui au développement de projets et programmes lucratifs.



### **ENCADRÉ 10 : PROGRAMME DE COOPÉRATION POUR LE DÉPLOIEMENT DES TECHNOLOGIES**

Le lancement par la banque d'un Programme de coopération pour le déploiement des technologies (PCDT) devrait faciliter le transfert et le déploiement de technologies rentables en vue de répondre aux enjeux de développement dans les pays membres. Ce programme, axé sur la demande, propose l'échange d'expertise, le renforcement des capacités et des financements assortis de conditions avantageuses. La banque a affecté des ressources de subvention d'un montant de 95 millions de dollars au déploiement des technologies. Le programme mise sur la collaboration nationale et internationale pour autonomiser les pays membres et développer leurs capacités technologiques.

Le PCDT souligne l'importance de la cohérence des technologies identifiées avec les priorités de développement des pays bénéficiaires et de la promotion d'un développement économique inclusif. Il entend instaurer des partenariats triplement gagnants pour le pays membre, le pourvoyeur des technologies et la banque. L'appropriation des technologies par le pays membre est essentielle à une adoption et une adaptation réussies. De plus, les technologies identifiées doivent répondre aux enjeux de développement de manière concrète et rentable.

À l'heure actuelle, les activités pratiques du programme comprennent deux ateliers de démonstration sur l'aquaculture et la construction de routes, qui ont suscité un vif intérêt de la part des pays membres. L'atelier consacré aux technologies de stabilisation des sols au Sénégal,

À l'heure actuelle, les activités pratiques du programme comprennent deux ateliers de démonstration sur l'aquaculture et la construction de routes, qui ont suscité un vif intérêt de la part des pays membres.

auquel ont participé les agences routières nationales de huit pays, a présenté les avantages de technologies pratiques et abordables pour la construction de routes rurales. Un autre atelier organisé au sein de l'Université des sciences et technologies du roi Abdallah était consacré aux technologies d'aquaculture et a rassemblé des représentants du Burkina-Faso, de l'Égypte, du Mali et du Maroc. Ces événements visent à familiariser avec les technologies et à accompagner leur déploiement en vue d'accroître la productivité et la compétitivité.

La banque prévoit de continuer à soutenir ce type d'activités de familiarisation et de renforcement des capacités pour limiter les risques liés au déploiement. Le programme réalisera des évaluations technologiques globales afin d'identifier les technologies répondant aux besoins des pays membres. De manière générale, le PCDT a pour but d'accélérer le transfert et le déploiement des technologies essentielles au développement durable et à la croissance économique dans les pays membres de la banque.





Formation pour le renforcement des capacités en matière d'assainissement inclusif à l'échelle des villes et de gestion des boues de vidange au profit des pays membres d'Afrique centrale et de l'Ouest.

## TRANSPORT

La notion de transport durable en faveur de l'inclusion et de la prospérité figure parmi les domaines prioritaires de la banque, et les efforts consentis à cet égard visent à accroître la connectivité au sein de et entre les pays membres à l'appui d'une croissance économique durable et de l'intégration régionale. En 2023, la banque a approuvé 13 projets de transport pour un montant total de 1,2 milliard de dollars, avec l'objectif de développer des systèmes de transport durables, fiables, rentables et résilients pour accélérer les activités socioéconomiques, la croissance et la réduction de la pauvreté dans ses pays membres. Ces projets, qui portent notamment sur les routes/autoroutes, les voies ferrées, la lutte contre l'érosion côtière et les aéroports, élargiront l'accès aux infrastructures sociales, à des infrastructures de transport sûres, à la connectivité, aux marchés et à l'emploi.

La communauté des pratiques sur le transport de la banque participe à l'élaboration, au traitement et à l'approbation des stratégies de partenariat avec les pays membres, aux examens des performances du portefeuille pays, aux cadres de collaboration avec les pays et aux rapports d'achèvement de projet. La banque a également créé un réseau régional de transport avec les centres régionaux pour encourager la collaboration, la concertation, le partage de connaissances et la résolution des problèmes dans le secteur. Des ateliers et webinaires internationaux ont été animés sur divers sujets, tels que les technologies de stabilisation des sols, l'opérationnalisation d'un système d'information géographique (SIG) pour les réseaux de transport, les interventions fondées sur des données probantes en matière de sécurité routière, l'investissement pragmatique dans la mobilité électrique, ou encore les technologies routières à l'appui de la transformation économique et du développement rural.

Les projets approuvés et les interventions douces devraient contribuer à la réalisation de plusieurs objectifs de développement durable de l'ONU : Pas de pauvreté, Faim « zéro », Bonne santé et bien-être, Travail décent et croissance économique, Industrie, innovation, et infrastructure, Villes et communautés durables, Lutte contre les changements climatiques et Partenariats. La banque entend généraliser la notion de transport durable en faveur de l'inclusion et de la prospérité en mettant l'accent sur des solutions de transport innovantes et plus performantes qui favorisent l'inclusion des populations les plus défavorisées.

## EAU, ASSAINISSEMENT ET URBANISATION

La banque s'emploie à promouvoir des villes agréables à vivre ainsi qu'une urbanisation durable et inclusive dans ses pays membres. En 2023, un montant total de 392,3 millions de dollars a été approuvé en faveur de projets de développement urbain.

La banque a notamment approuvé un montant de 298 millions de dollars pour un projet de financement de logements périurbains et ruraux au Bangladesh. Ce projet vise à élargir l'accès à un financement abordable pour la construction de logements à étages durables, écologiques et de qualité équipés des installations essentielles à destination des populations à revenus faibles et intermédiaires vivant dans les zones rurales et périurbaines du pays. Cela permettra également d'optimiser l'aménagement du territoire et d'affecter davantage de terres aux cultures. Le projet contribue en outre à la lutte contre les changements climatiques en proposant des logements résilients dans les régions fortement exposées à ces changements et des logements écologiques afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Il bénéficiera directement à 72 960 Bangladais.

À Djibouti, la banque a accordé un financement pour la phase 2 du projet de rénovation des quartiers pauvres et de développement urbain intégré à Boulaos. Un montant total de 15,3 millions de dollars a été approuvé, dont 15 millions de dollars sous forme de prêt et 0,3 million de dollars sous forme d'assistance technique. Le projet vise à accroître le développement humain et l'autonomisation économique en élargissant l'accès aux services urbains pour les foyers défavorisés vivant dans les quartiers pauvres de Djebel et de Djaga Bouldouq. Cette deuxième phase poursuivra (i) l'amélioration de l'accessibilité des quartiers en développant des infrastructures essentielles et économiques résilientes face aux changements climatiques, (ii) le renforcement des capacités des organismes publics chargés de la mise en œuvre du programme « Zero Slum », et (iii) le renforcement des capacités des organisations communautaires et des organisations de la société civile en faveur de leur participation accrue au projet.

La banque a également approuvé un montant de 79 millions de dollars pour le projet de financement de logements abordables au Kirghizstan, qui élargira l'accès à des logements abordables, résilients et à faible consommation d'énergie pour les populations défavorisées, tout en encourageant le développement d'hypothèques conformes à la charia dans le pays. Le projet construira environ 1 153 appartements pour un total de 4 372 bénéficiaires. En parallèle, une ligne de financement destinée aux hypothèques conformes à la charia sera proposée à raison de 30 000 dollars par prêt, soit au moins 333 bénéficiaires cibles.

Un programme de renforcement des capacités en matière d'assainissement inclusif à l'échelle des villes et de gestion des boues de vidange, conjointement initié par la banque et *Bill & Melinda Gates Foundation*, a été mis en œuvre en 2023 auprès de 10 agences nationales d'assainissement en Afrique centrale et de l'Ouest afin d'aider les pays membres à atteindre l'objectif de développement durable 6.

### ENCADRÉ 11 : PROGRAMME NATIONAL D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT EN AZERBAÏDJAN : UN EXEMPLE DE RÉUSSITE

Il fut un temps où l'accès à de l'eau propre était un luxe dans les régions rurales de l'Azerbaïdjan. Les familles se levaient aux aurores pour aller chercher de l'eau pendant le court créneau d'approvisionnement de six heures, et devaient en rationner l'utilisation tout au long de la journée. Les maladies transmises par l'eau étaient omniprésentes, et le système d'évacuation ne couvrait qu'une zone relativement restreinte. Mais tout cela est de l'histoire ancienne grâce à la mise en œuvre du Programme national d'approvisionnement en eau et d'assainissement en Azerbaïdjan.

Le programme, fruit d'une collaboration entre le Gouvernement de l'Azerbaïdjan et la banque, visait à remédier aux problèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans six régions, au bénéfice de plus de 200 000 personnes. L'initiative comprenait la construction de nouveaux systèmes d'approvisionnement en eau, de stations d'épuration et de systèmes d'évacuation.

L'impact du programme a été considérable. La plage d'approvisionnement en eau est passée de 6 à 24 heures par jour, et l'approvisionnement en eau moyen par habitant et par jour a explosé, passant de 10 litres à pas moins de 180 litres. Le taux de raccordement à une eau potable

propre et sûre a bondi de 10 à 100 %, et près de 142 400 personnes ont pu avoir accès à un système d'évacuation. Ces progrès spectaculaires ont directement amélioré la santé publique en limitant les maladies transmises par l'eau, ainsi que les conditions de vie en général. Le projet a également fourni des services d'approvisionnement en eau et d'évacuation à 77 centres communautaires essentiels, dont des écoles et des hôpitaux, qui ont ainsi été redynamisés.

L'impact du programme ne s'est pas limité à l'élargissement de l'accès à une eau propre et des services d'assainissement. Il a en effet contribué au développement économique local via la création de 153 emplois sur les cinq sites du projet et d'autres opportunités d'emploi.

Le programme a radicalement changé la vie des familles habitant dans les régions rurales de l'Azerbaïdjan. Elles n'ont plus à rationner l'eau ou à craindre les maladies transmises par celle-ci. Désormais, elles peuvent profiter d'un accès fiable à de l'eau propre et à des installations sanitaires essentielles, ce qui améliore grandement leur qualité de vie globale.

**Le programme a radicalement changé la vie des familles habitant dans les régions rurales de l'Azerbaïdjan.**

